



Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde

Le Directeur Départemental,
au
Service instructeur
DDTM DE BORDEAUX

Bordeaux, le

19 JUIN 2025

GPRV/A. DEMAT NERP / 2025

Vos Réf. : votre transmission reçue le 5 mai 2025

Affaire suivie par : Lieutenant David BUREAU - Tél : 05 56 14 12 70

Objet : Construction et extension

Transmis par : DDTM de Bordeaux

N° Document d'Urbanisme : PC0330632500159

Établissement : bâtiments RH et DME (DIRPJJ-SO)

Adresse : 10 et 15 impasse Fenouil – 33000 Bordeaux

N° Ets : 48671 / 48672

PJ : Un dossier en retour

Suite à votre correspondance ci-dessus référencée, vous souhaitez connaître l'avis du SDIS de la Gironde sur le dossier présenté par le Ministère de la Justice (représenté par Monsieur Patrice BERNOUIN).

1. PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet consiste en l'extension du bâtiment RH (Ressources Humaines) en R+1-1 et en la construction du bâtiment DME (Direction des Méthodes Éducatives) en R+1.

Tous deux dépendent de la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de Jeunesse Sud-ouest (DIRPJJ-SO) régie par le Ministère de la Justice.

Les planchers bas du dernier niveau accessible aux travailleurs sont situés à **moins de 8 mètres** du niveau de la voie accessible aux engins des sapeurs-pompiers.

2. CLASSEMENT

L'aménagement de locaux spécifiques à la réception du public n'étant pas prévu, le projet devra répondre aux dispositions du Code du travail (article R. 4216-2).

3. DESSERTE ET DÉFENSE INCENDIE

Le bâtiment est desservi par l'impasse Fenouil, de 2,40 mètres de large, débouchant directement sur la rue du Palais Gallien.

Un espace libre en fond d'impasse permet toutefois de garantir l'accès et la mise en œuvre facile du matériel nécessaire pour opérer les sauvetages (échelles à mains des sapeurs-pompiers) et combattre le feu.

La défense incendie extérieure est assurée par :

POINT D'EAU INCENDIE	DOMAINE	IMPLANTATION	DISTANCE
N° 947	Public	RUE DU PALAIS GALLIEN AU N° 097	< 200 mètres

4. AVIS

En ce qui concerne la desserte et la défense incendie, en application des articles R. 111-2 et R. 111-5 du Code de l'urbanisme, **j'émet un avis favorable** à la réalisation de ce projet assorti des prescriptions suivantes :

4.1 Dispositifs de fermeture

En l'absence de personnes pouvant manœuvrer le dispositif de fermeture (ex : portail) avant l'arrivée des secours, celui-ci devra pouvoir être ouvert à l'aide des outils et des clefs en dotation habituelle dans les engins de lutte contre l'incendie (voir fiche annexe).

4.2 Éléments concernant l'adressage

Il conviendra, au vu des différents accès susceptibles d'entraîner des délais d'intervention plus longs, de transmettre au Service départemental d'incendie et de secours de la Gironde, 2 mois avant l'occupation prévue des bâtiments, les éléments suivants :

- les noms des bâtiments donnés dans le cadre du PC (ex : Bât 3, Bât A...) et leur concordance – si différence – avec ceux donnés aux bâtiments effectivement occupés ;
- les noms ou numéros des halls d'entrée et/ou cages d'escalier si différents ;
- le plan de masse aux formats PDF et SIG : shapefile (.SHP) ; qgis (.GPKG) ; Geoconcept (.GCM/.GCR) avec :
 - l'accès piétons et l'accès voiture ;
 - le nombre de niveaux des bâtiments (R+... et/ou R-....).

5. RECOMMANDATIONS

Bien que la consultation du SDIS ne porte pas sur le respect des règles de sécurité incendie issues du Code du travail, la lecture des pièces constitutives du dossier m'amène à formuler les recommandations suivantes :

5.1 Construction

Isolement par rapport aux tiers

Les bâtiments et locaux sont isolés de ceux occupés par des tiers conformément aux dispositions applicables à ces derniers (article R. 4216-3).

5.2 Toitures végétalisées

Il conviendra d'assurer un entretien régulier des toitures végétalisées et d'intégrer, dès sa conception, un système d'irrigation des végétaux.

5.3 Dégagements

Les dégagements devront être conformes aux articles R. 4216-5 à R. 4216-12 du Code du travail.

Évacuation des personnes handicapées

Dès lors que l'évacuation des personnels handicapés ne pourrait être réalisée de façon autonome, en cas de sinistre, il convient de prévoir des aménagements particuliers conformes aux exigences des articles R. 4216-2-1 à R. 4216-2-3 du Code du travail.

Escaliers

En sa partie haute, la cage d'escalier devra comporter un dispositif de désenfumage (article R. 4216-13).

5.4 Éclairage de sécurité

Afin de permettre l'évacuation des personnes en cas de coupure de courant, l'établissement devra être équipé d'un éclairage de sécurité (article R. 4227-14).

5.5 Moyens de secours

Le premier secours contre l'incendie est assuré par des extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement.

Il existe au moins un extincteur portatif à eau pulvérisée d'une capacité minimale de 6 litres pour 200 mètres carrés de plancher.

Il existe au moins un appareil par niveau.

Lorsque les locaux présentent des risques d'incendie particuliers, notamment des risques électriques, ils sont dotés d'extincteurs dont le nombre et le type sont appropriés aux risques (article R. 4227-29).

6. DOCUMENTATION

Les annexes citées dans le présent avis sont disponibles sur le site internet du SDIS de la Gironde à l'adresse suivante : <https://www.pompiers33.fr/documents-utiles/>

**Pour le Directeur Départemental
et par délégation,
L'Adjoint au Chef du groupement Prévention**


Lieutenant-colonel Bernard TOUCHE